

Les 50 engagements de l'ESS pour la transition énergétique citoyenne

Publié le 3 décembre 2015

Le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), qui pèse 10 % de l'emploi en France, a rendu publics, le 23 novembre, ses engagements en faveur d'une transition énergétique citoyenne. Des engagements concrets de ses instances, de 7 de ses plus grandes entreprises et des petites et moyennes associations et coopératives.

L'économie sociale et solidaire porte l'engagement des citoyens, condition de réussite d'une transition énergétique à la hauteur des enjeux climatiques. Son projet : permettre aux citoyens de s'appropriier la question énergétique plutôt que de la subir. Sa vision : privilégier la coopération à la compétition, la solidarité et l'utilité sociale à la lucrativité.

C'est dans les locaux d'Enercoop, le seul fournisseur d'électricité 100 % verte et coopérative, que les acteurs de l'ESS ont présenté leur engagement durable pour une transition énergétique citoyenne. Une démarche animée par le Labo de l'ESS, le think tank du secteur qui vient de publier dans son dernier rapport 8 propositions, rappelées par Hugues Sibille, son président.

L'ESS dans son ensemble

ESS France – S'engage pour l'ensemble du secteur



Par la voix de son délégué général, Emmanuel Verny, la Chambre française de l'ESS, instance représentative de l'ensemble du secteur, a annoncé sa volonté de s'engager dans une campagne nationale de longue durée : « L'ESS, pionnière de la transition énergétique citoyenne ». Elle a également formulé l'objectif de porter à 15 % en 2030 la part des citoyens dans la production d'électricité renouvelable (contre 1 % aujourd'hui).

7 grandes entreprises de l'ESS

La Casden, Banque Populaire – Des bâtiments HQE et une implication des sociétaires dans la transition énergétique



Pierre Desvergnès, Président de la Casden a témoigné de l'implication dans la transition énergétique de la banque coopérative avec pas moins de 7 engagements : rénovation du bâti pour son siège et ses délégations, Plan de Déplacement d'Entreprise, optimisation

de sa flotte automobile, investissements dans les fonds d'énergies propres (8 millions d'euros déjà investis) sensibilisation des sociétaires et des partenaires.

Crédit Coopératif – Financer les énergies renouvelables et mesurer l'impact carbone



Jean-Louis Bancel, Président du Crédit Coopératif a présenté une quinzaine d'engagements principalement dans l'objectif de mobiliser la finance et l'épargne pour développer la transition énergétique, notamment citoyenne. La banque coopérative développe des fonds et produits d'épargne qui financent la production d'énergies renouvelables. 10 % des crédits aux entreprises du Crédit Coopératif, soit 520M€ d'encours sont consacrés aux énergies renouvelables avec une attention particulière aux projets impliquant les citoyens et le secteur public local. Le Crédit Coopératif prévoit de mobiliser ses salariés via sa politique RSE.

Mutuelle Chorum – Entre sensibilisation des adhérents et baisse des consommations



Brigitte Lesot, Directrice Générale de la Mutuelle Chorum, qui s'adresse exclusivement aux acteurs de l'ESS, a présenté 5 engagements visant à renforcer la mise en place de la transition énergétique dans l'organisation de la mutuelle et inciter ses adhérents à en devenir acteur. Elle mettra également en place un dispositif pour mieux mesurer ses postes de consommation d'énergie et réduire son empreinte énergétique.

Groupe UP (Chèque déjeuner) – Développer des dispositifs d'incitation à la transition énergétique



Jean-Philippe Poulnot, responsable des partenariats politiques du Groupe Up a annoncé pour le Groupe Up une série de mesures. Il compte utiliser la force de son offre basée sur les chèques à tarifs mutualisés pour inciter les collectivités à la transition énergétique (chèque solaire, chèque énergie renouvelable, chèque efficacité énergétique). Il mène également une étude approfondie pour passer jusqu'à 100% de ses contrats français chez Enercoop ainsi qu'une

incitation de ses salariés à le faire en tant que particuliers. L'entreprise sociale compte également faire monter d'une catégorie énergétique les locaux en propriété, sites en France et à l'international.

MGEN – Réduire de 40% la consommation d'énergie et devenir un acteur clé de l'éducation à l'environnement



Anne-Marie Harster, déléguée nationale de la Mgen annonce un plan de réduction de 40% de la consommation d'énergie des bâtiments de la MGEN ainsi qu'un plan de labélisation environnementale de ses établissements. La mutuelle compte également sensibiliser et outiller régulièrement ses adhérents ainsi que ses salariés à la transition énergétique par la rénovation de leur habitat via Energie Perspective, une start-up nantaise qui propose un diagnostic par le digital de sa consommation énergétique et dans laquelle la MGEN investit.

Maif – Un plan d'action efficacité énergétique ambitieux 2016-2018 et une offre d'assurance adaptée



Marie Lapalle, chargée des projets RSE de la Maif a notamment annoncé la construction d'une nouvelle offre d'assurance favorisant les pratiques écoresponsables (co-voiturage, auto-partage, ...) en partenariat avec les acteurs de la transition énergétique citoyenne. Cette offre vient compléter la série d'engagements de « l'assureur militant » qui prendra également des participations dans des entreprises qui participent à la transition énergétique et investira notamment dans des infrastructures immobilières à faible consommation d'énergie et production d'énergie renouvelable (déjà 129 M€ à la fin 2014).

Coop de France – Utiliser le levier coopératif pour doper la transition énergétique citoyenne



Par la voix de Rachel Blumel, directrice Chaîne Alimentaire Durable, Coop de France a indiqué qu'elle mobilisera son réseau de coopératives agricoles et et leur diffusera

des recommandations pour la transition énergétique citoyenne.

1 000 petites et moyennes associations et coopératives

CoopFR et Le Mouvement associatif - La mobilisation des petites et moyennes associations et coopératives



Caroline Naett, déléguée générale de Coop FR et Frédérique Pfrunder, déléguée générale du Mouvement associatif, ont présenté la campagne de mobilisation des petites et moyennes structures de l'ESS « 1 000 structures de l'ESS s'engagent ».

Parmi la centaine de structures qui se sont déjà engagées depuis 15 jours, 47 % des signataires se sont par exemple engagés à élaborer un plan de réduction de leur consommation d'énergie.



2009-2019 Le Labo de l'économie sociale et solidaire

